

Les gauches en Amérique latine : entre social-libéralisme et aspirations révolutionnaires

Cours de l'Université alternative de Sciences-po, donné en salle A11 le 20 janvier 2009, avec pour enjeu de brosser un panorama analytique de la situation des gauches sur le continent. Présentations de :

- § Franck Gaudichaud, Dr. en sciences-politiques, enseignant à Grenoble 3, directeur de l'ouvrage *Le volcan latino-américain. Gauches, mouvements sociaux et néolibéralisme en Amérique latine.*
- § Rémy Herrera, économiste à Paris 1 et chercheur au CNRS, directeur de l'ouvrage *Cuba révolutionnaire.*

Intervention de F. Gaudichaud :

Le continent latino-américain connaît de nouveaux cycles politiques. Parler de l'Amérique latine est un véritable « sport de combat », car de nombreux enjeux politiques, au sens noble du terme, traversent ce sujet. C'est ce qui est décrypté dans « le volcan latino-américain ». Pour déterminer les lignes de fracture en Amérique latine, plusieurs questions se posent.

Celle d'abord de la relation particulière que les Etats-Unis entretiennent avec leur « chasse gardée », d'un impérialisme qui est toujours d'actualité au XXI^{ème} siècle. A cet égard, et indépendamment de la symbolique qui l'entoure et d'aspirations populaires réelles, l'investiture de B. Obama qui a lieu en même temps que cette conférence ne changera que très peu de choses sur le fond : son discours, les personnes qui l'entourent, et la politique menée par le passé par les Démocrates tendent à soutenir l'idée qu'il y aura bien continuité - c'est sous Clinton qu'ont débuté le « Plan Colombie » et l'ALENA. L'ingérence étasunienne sur le continent latino-américain n'a pas disparu, mais elle s'est en revanche réarticulée autour de nouvelles formes de domination, recomposée. On a changé de période. Après l'onde de choc des années 1960-70, avec la mise en place de régimes progressistes, a démarré une période noire de dictatures autoritaires soutenues militairement et financièrement par les Etats-Unis. Aujourd'hui, de tels régimes n'existent plus, mais les politiques néolibérales dérivées du « consensus de Washington », pilotées par les Etats-Unis et le FMI, ont modifié la donne, avec tout ce que cela implique comme effets dévastateurs sur le continent. Notamment, cela a renforcé le contrôle économique et politique des Etats-Unis, avec naturellement des nuances selon les pays. En somme, l'interventionnisme direct a décliné - non sans lien avec les guerres en Afghanistan et en Irak - mais l'interventionnisme économique s'est développé. Cela est visible au travers de la présence de multinationales, tant en ce qui concerne le poids de leurs capitaux qui est historiquement élevé, qu'au travers de la manière dont elles contrôlent les ressources et les territoires. Cela ne signifie pas néanmoins que la présence militaire soit à négliger : la 4^{ème} flotte, dont le rôle a été important dans les années 50 durant la Guerre froide, a été réactivée sous la présence de Bush, avec en ligne de mire les réserves pétrolières off-shore notamment. Le « Plan Colombie » est la marque d'une présence militaire accrue dans un pays envisagé comme une plate-forme stratégique pour intervenir sur tous ses voisins, bien moins favorables aux Etats-Unis (Venezuela, Equateur etc.) autant que contre les guérillas à l'intérieur du pays, qui luttent contre le régime ultraconservateur de Uribe. On sait aujourd'hui grâce à des archives qui ont été déclassifiées que la tentative de coup d'Etat contre Chavez en 2002 était en partie coordonnée par la CIA et le Secrétariat américain à l'Amérique latine : Chavez apparaît comme la bête noire des Etats-Unis du fait de son discours anti-impérialiste, même si cela doit être nuancé au regard de fortes dépendances économiques du Venezuela envers le voisin du nord. En conclusion de cette partie, on peut dire que les Etats-Unis ont dans la région connu des baisses d'influence relatives, dans le domaine militaire et politique notamment et du fait de la remise en cause du consensus de Washington et de l'échec de l'ALCA, mais aussi renforcé relativement leur influence sur le plan économique et parfois en lien avec l'ONGisation des mouvements sociaux et indigènes[1].

Après la question de l'impérialisme se pose la question de la démocratie sur le continent. Des « transitions démocratiques » importantes ont eu lieu dès la fin des années 1980, traduisant la sortie de

régimes autoritaires. C'est transitions ont connu plusieurs formes : elles ont été soit « pactées », soit liées à des conflits, soit à des sortie de conflit armé. A titre d'illustration, au Chili, la lutte populaire a joué un rôle crucial dans la transition mais les élites civiles et militaires ont su contrôler ce processus, d'où le fait que l'on parle davantage d'une transition « pactée » visant à exclure la gauche radicale, et que l'on utilise pour qualifier le régime chilien actuel les notions de « démocratie avec enclaves autoritaires. Au Chili, si l'on n'est plus sous Pinochet, ni même dans un régime militaire, la démocratie reste néanmoins marquée du sceau de la dictature et comporte des « enclaves autoritaires » en termes institutionnels mais aussi économiques et sociaux. La violente répression que connaît le sud du pays s'appuie par exemple sur les lois antiterroristes du régime précédent. La démocratie en Amérique latine est particulière : le concept même de « démocratie dégradée » employé pour plusieurs pays actuellement tente de mettre en évidence une réalité ambiguë. Certes les régimes sont constitutionnels et garantissent, dans les limites précédemment évoquées, de nombreuses libertés politiques, mais ils s'organisent sur fond d'une profonde crise du modèle néolibéral, crise économique et sociale - traduite par une moyenne de 40% de taux de pauvreté sur le continent, de très fortes inégalités et une explosion de la dette dans les années 80/90. L'Amérique latine est le continent le plus inégalitaire au monde : inégalités de classes, mais aussi ethno-sociales (hiérarchie selon la couleur de la peau avec nette marginalisation des indigènes) et territoriales - les capitales exploitant souvent les provinces rurales. La démocratie néolibérale n'a pas su répondre à la question sociale de ces sociétés en crise, et en conséquence, la tension entre démocratie et néo-libéralisme est très forte. A cet égard, la critique du vocabulaire onusien de « consolidation démocratique » ou de « bonne gouvernance » en Amérique latine est indispensable pour comprendre la réalité des clivages sur le continent. La crise et la contestation de l'hégémonie néolibérale s'est traduite par l'entrée dans un nouveau cycle, par un « virage à gauche », notion à prendre avec de nombreux guillemets. Sur 11 élections en 2005-2007, l'érosion des conservateurs et la poussée des progressistes s'est confirmée. Néanmoins, les gauches de gouvernement qui s'expriment ici sont assez différentes entre elles, allant du social-libéralisme au nationalisme radical.

Plusieurs fractures existent donc entre ces gauches, donnant l'image d'une mosaïque d'expériences, de soubresauts face au modèle néolibéral produits des mobilisations collectives des dernières décennies. Regardant la situation gouvernement par gouvernement^[2] toutefois, de très fortes nuances apparaissent. Certaines gauches sont nées de victoires « à froid », et d'autres de victoires « à chaud ». Evo Morales par exemple est arrivé au pouvoir suite aux « guerres du gaz » et « de l'eau », après de violentes - même des répressions meurtrières - mobilisations collectives, et la destitution de deux gouvernements. En Equateur, 3 présidents ont été destitués depuis 1997 et de puissantes mobilisations indigènes ont questionné l'Etat, le néo-libéralisme, les élites, aboutissant indirectement à l'arrivée au pouvoir de Rafael Correa - sans qu'aboutissent totalement les revendications des indigènes. Ces deux exemples, comparés à celui du Chili, montrent qu'on ne parle pas de la même chose. Bachelet a été torturée, vient du PS chilien, et c'est une femme, ce qui compte symboliquement dans un pays comme celui-là. Cependant, au-delà de la symbolique de l'élection, la continuité a été très forte avec les gouvernements précédents de la Concertation, et notamment en ce qui concerne la gestion du néolibéralisme. C'est l'exemple type d'une gauche social-libérale, capable d'une implacable répression des mouvements sociaux, qu'il s'agisse des étudiants, des mineurs sous-traitants, des Mapuche ou autres. Il en va de même avec la grande déception autour de Lula, au Brésil : déception des sans-terres qui n'ont toujours pas obtenu ni une réforme agraire ambitieuse, ni de protection contre la violence des propriétaires terriens et des grands groupes comme Monsanto, mais aussi déception de toute la gauche radicale latino-américaine. Toutefois, dans une perspective plus historique, on pouvait déceler dans la trajectoire du Parti des travailleurs cette involution. On pourrait aussi parler du Venezuela, où la gauche se caractérise plutôt par un « nationalisme radical » anti-impérialiste. Il est indispensable de rejeter à ce niveau la dichotomie entre une gauche modérée dite « raisonnable » et une vilaine gauche « néo-populiste ». Ce gouvernement partiellement en rupture avec l'impérialisme a mis en place une importante redistribution et politique sociale basé sur l'organisation, la politisation et la mobilisation de la communauté, politique à laquelle d'autres gauches ont renoncé pour des pratiques assistencialistes de marché. Bien entendu, toute critique ne doit pas être écartée, notamment celles de la nécessaire préservation de l'autonomie du mouvement social vénézuélien : critique du clientélisme, tentative de reconstruction de l'Union nationale des travailleurs parasitée par des vellétés de contrôle par en haut, critique de la « boli-bourgeoisie » qui fait des bénéfiques avec la redistribution de la rente pétrolière... Il faut aussi rappeler que la droite tient toujours le Mexique et la Colombie, et dispose de nombreuses

marges de manœuvre pour s'exprimer dans tous les pays notamment en raison de son pouvoir économique et médiatique. Enfin, il est important de se pencher sur les mouvements sociaux, nouveaux et anciens. La richesse des mouvements collectifs dépasse les prises de gouvernements et se traduit par de nombreuses et riches expériences locales. On pense au zapatisme au Mexique, à la question des femmes en Amérique centrale, aux mouvements de jeunes au Chili (TV communautaire de la Victoria), aux occupations d'usines, aux médias communautaires, etc. Ces mouvements sont variés et donnent l'image d'une mosaïque connaissant de tant à autre des irrptions, tel un « volcan », même si les débouchés politiques ne suivent pas toujours. On pense alors à l'Argentine en 2001, où les classes moyennes dans la rue ont maintenu un climat insurrectionnel, suite à la politique néolibérale de Menem : « *Que se vayan todos !* ». Mais le mouvement n'a pas débouché et c'est Kirchner, un péroniste new-look qui a repris le pouvoir après la crise, parfois usant d'un certain clientélisme vis-à-vis du mouvement social et malgré une politique plus progressiste sous certains aspects. Au Mexique, le mouvement zapatiste avait pour slogan « changer le monde sans prendre le pouvoir », mais a fini par changer de position : le débat est davantage celui de comment bien utiliser le pouvoir, de ne pas se laisser prendre par lui pour réellement démocratiser le pays, favoriser la participation et le contrôle populaire, ce qui pose la question cruciale des assemblées constituantes - thématique clef en Bolivie, au Venezuela et en Equateur.

Pour conclure, ce nouveau cycle politique est à examiner à la loupe pour dépasser l'image uniforme du virage à gauche. Il est indispensable de prendre conscience des limites de ce virage, de la criminalisation permanente des mouvements sociaux, du poids des réseaux et trafics (humains, armes, drogues) : l'Amérique latine reste une terre de violence sociale et politique. Le contexte politique est également parfois délicat : en Bolivie, le texte constitutionnel était à l'origine très radical, notamment sur la question de la réforme agraire, mais Morales a du négocier avec la droite et il ne reste finalement plus grand-chose de la réforme, cantonnée aux nouvelles acquisitions de terres. Le mouvement social est la seule manière de radicaliser l'action politique des gouvernements en place. Enfin, il faut aussi aborder la question clef des intégrations régionales, qui s'agisse de la banque du sud ou du renforcement de l'Alba, qui sont des alternatives au FMI et aux intégrations libérales de type Mercosur. Ces alternatives sont d'autant plus importantes que la crise économique aura de fortes répercussions sur le continent, nécessitant la mise en place de fonds de compensation et d'une intégration monétaire alternative. Le socialisme du XXI^e siècle encore en débat, ne pourra commencer à se construire dans un seul pays : une vision bolivarienne, continentale de la « Patria Grande » reste à ce titre indispensable.

*

Intervention de R. Herrera :

Cuba a joué et joue un rôle fondamental en Amérique latine. Il est indispensable de considérer qu'il s'agit d'une toute petite île sous blocus, dont le rôle a néanmoins été vital pour toutes les gauches du continent. Alors qu'ici Cuba divise, là-bas Cuba unit, et il est important de ne pas transposer nos préjugés et visions a priori sur les événements de l'Amérique latine. Il y a eu des révolutions aux Caraïbes et sur le continent, à Haïti, puis les mouvements de libération pour l'indépendance avec Bolivar au début du XIX^e siècle et le Mexique. Mais c'est à Cuba qu'a été mis en place le premier régime socialiste d'Amérique latine, et qu'a été posée la question du socialisme comme forme d'émancipation totale. A partir de 1990-1991, Cuba a prouvé qu'il est possible de résister, même sans garantir le bien être absolu. Ce n'est pas un résidu de l'URSS, mais bien une expérience originale de construction du socialisme selon une voie particulière : aujourd'hui, les dirigeants sont conscients de ne pas être arrivés au bout de leur tâche, et même d'en être loin, mais l'espoir du changement demeure. Marché ne veut pas dire capitalisme, et la planification socialiste est encore utile et pertinente. L'internationalisme est au cœur du projet de construction du socialisme à Cuba et de fait, sans le socialisme, Cuba ne serait pas restée debout face à l'impérialisme et, sans Cuba, le socialisme ne serait plus un horizon de devenir collectif en Amérique latine. Il y a eu des avancées en Amérique latine depuis plus d'une décennie, même si elles sont relatives et appellent à la nuance. Les peuples ont trouvé à leur manière des moyens pour passer à l'offensive, contrairement aux gauches européennes toujours sur la défensive. Toutefois, il est important de replacer l'Amérique latine dans un contexte plus global et de prendre conscience d'une réalité fondamentale : aujourd'hui, le premier front de lutte contre l'impérialisme se situe en et autour de l'Irak, où des femmes et des hommes luttent armes à la main contre l'armée d'occupation des Etats-Unis. En Amérique latine, les luttes armées contre des soldats américains sont rares, mais ce front demeure important : à titre d'exemple, c'est en Amérique latine

que les prises de position les plus virulentes contre l'agression de l'armée israélienne ont eu lieu sur la question de Gaza, avec des ruptures de relation diplomatique et des expulsions d'ambassades. Tous, même Bachelet, sont unis sur ce point. Pour évoquer l'Amérique latine, il faut considérer qu'il y a des avancées révolutionnaires réelles, mais elles sont limitées.

Il y a des avancées révolutionnaires réelles tout d'abord. Une première victoire a été la mise en déroute de l'ALCA, zone de libre échange des Amériques, extension de l'ALENA - qui attache le Mexique aux Etats-Unis, en plus du Canada - visant à une domination économique de « l'hémisphère occidentale » et à la circulation libre de tout, sauf les hommes, à l'exception des « gens d'affaire ». Cette mise en déroute a été rendue possible par la convergence des résistances venant de tous les acteurs, d'Etats radicaux comme Cuba et le Venezuela, comme moins radicaux tels le Brésil. Acteurs du mouvement social, organisations syndicales et politiques, société civile et sans-terres : tout le monde a convergé vers les rencontres continentales anti-Alca de la Havane, et lors du Sommet des Amériques de 2005, l'ALCA a été rejetée - restent toujours les accords bilatéraux - alors qu'en parallèle, fin 2004, son alternative voyait le jour. L'Alba, Alternative bolivarienne pour les Amériques, 2e victoire des peuples latino-américains, a été mise en place à la Havane entre Cuba et le Venezuela, puis s'est étendue à La Bolivie puis d'autres pays. Aujourd'hui elle compte 6 membres. Cette contre-offensive est petite, mais cette stratégie d'alliance reste néanmoins fondamentale car elle est la preuve concrète de la possibilité matérielle d'une alternative à l'impérialisme. Il faut lier cela également à des négociations associées, comme « Petro-America » ou la mise en place de la Bancosur, voie de passage vers une sortie du FMI. Elle introduit des contradictions terribles dans le système, même si son poids est modeste. Une troisième victoire réside dans l'émergence des processus révolutionnaires : les plus importants ont eu lieu au Venezuela (appui sur le mouvement social et tentative de redéfinition de la démocratie) et en Bolivie (Evo Morales, premier président indien dans une société majoritairement peuplée d'Indiens). En Equateur, comme l'a souligné F. Gaudichaud, le processus est en effet plus limité. Il faut aussi souligner la poussée de tous les gauches en Amérique latine, dans les pays progressistes au travers du mouvement des sans-terres brésilien par exemple, comme dans les gouvernements de droite. Au Mexique par exemple, le plus gros pays d'Amérique hispanique, la gauche est puissante et lucide ainsi que l'illustre le changement de stratégie des zapatistes, qui se sont alliés aux communistes - même s'il y a eu quelques conflits - pour construire un front uni de la gauche radicale. En Colombie, la gauche est sûrement la plus héroïque car la plus persécutée : elle compte une panoplie inégalée de héros nationaux vivants, en lien avec une répression sauvage comme celle contre les *macheteros*, digne du XIXème siècle.

[En raison de contraintes de temps, synthèse de la seconde partie] : Si les avancées révolutionnaires ont été bien réelles, elles sont encore limitées. En premier lieu, le contexte international de calomnie contre les avancées révolutionnaires pèse de manière non négligeable. Le silence des « intellectuels » de gauche, l'abandon de l'internationalisme dans la plupart des directions des partis et syndicats de gauche pèsent également énormément. Ensuite, les classes dominantes du continent sud-américain continuent souvent de diriger, fusse par procuration : quand la gauche progressiste gouverne, elle n'exerce pas le pouvoir ou pire est intégrée à la gestion de la crise néolibérale du capitalisme, ainsi que Lula par exemple, qui a sans problèmes accordé l'indépendance à sa banque centrale pour donner des garanties à la grande finance états-unienne. Alors qu'auparavant elle fuyait en emportant tout ce qu'elle pouvait, la bourgeoisie aujourd'hui reste dans le pays et continue de contrôler une grande partie du pouvoir économique et financier, mais aussi administratif voire politique. Enfin, dernière limite, au-delà de la violence de la lutte des classes dans chaque pays, il y a la violence extrême de l'impérialisme des Etats-Unis : ni B. Obama, ni les concessions qu'il devra faire en raison de la crise systémique actuelle, ne feront disparaître cet impérialisme. Comme l'avait anticipé le Che après, après la guerre du Vietnam, les Etats-Unis se sont ensuite rabattus sur leur traditionnel pré-carré : l'Amérique latine.

En conclusion, il apparaît indispensable de reconstruire une solidarité internationaliste, y compris voire surtout en Europe, indissociable de projets sociaux alternatifs.

Questions de la salle :

- 1) Sur la recomposition du mouvement social : c'est un enjeu très important en Bolivie, où la recomposition est marquante. Les mouvements sociaux se forment autour de nouveaux référents de sorte qu'apparaît la forme « multitude » : pendant la guerre du gaz, les gens étaient porteurs de voies plurielles. Cela apparaît aussi dans la structuration du Mouvement vers le socialisme (MAS).
- 2) Un sociologue : ce qui serait dommage serait qu'après la défaite des gauches on reprenne le logiciel d'avant pour le faire tourner différemment. La gauche doit aussi être celle du cerveau et non du cœur, sinon il y a boulevard pour la droite, qui seule prendrait des mesures réalistes. Il existe des mythes sur lesquels on ne revient pas, des leçons de l'histoire. Assimiler nation/révolution/anti-impérialisme et nationalisme, c'est rapide. L'impérialisme est une notion compliquée, comment la définir ? Elle comporte un niveau structurel, analysé au début du XXème par des marxistes : quand le capitalisme est arrivé à un certain stade, il devient monopolistique et guerrier etc. Il y a aussi une définition plus conjoncturelle : tous les Etats constitués défendent leurs intérêts par la guerre de manière ponctuelle.
- 3) On a évoqué la notion de « socialisme chinois » : c'est quoi ? De même, personne n'a parlé de la guerre froide : or son importance est fondamentale.
- 4) Serait-il possible de préciser les caractéristiques des gauches et l'idée de « ne pas se faire prendre par le pouvoir ». Aussi, pas le mot « droit de l'homme » à Cuba n'a pas été mentionné à mon grand étonnement.
- 5) Je m'interroge sur la place et le rôle des armées concernant la prise du pouvoir, comme en Colombie et au Venezuela.
- 6) Sur l'ALENA : est-il à votre avis possible que le Mexique puisse avoir un gouvernement de gauche ?
- 7) Précisions sur l'Alba: quelles formes de coopération ont été mises en œuvre entre les pays ?

F. Gaudichaud :

En Bolivie, la question clef est la question postcoloniale, de la « colonialité » du pouvoir » : elle apparaît comme oligarchique et coloniale

Sur la seconde question : le débat opposant une gauche archaïque et une gauche moderne qui elle aurait compris un nécessaire tournant vers l'économie de marché est biaisé et traduit la malédiction du possibilisme conservateur. La déroute et la mise en échec des gauches révolutionnaires dans les années 1970 a été obtenue par la répression massive des dictatures, par le « talon de fer ». Une partie des élites de ces partis ont « changé de logiciel » et ont mis en place des gouvernements socio-libéraux. Mais elles ont de fait modifié la perspective du changement social, ce qui est problématique. Quant aux autres gauches, elles ne sont pas archaïques, bien au contraire : elles sont très pragmatiques, et Bush apparaît en comparaison bien plus radical. Chavez, par exemple, a indemnisé les propriétaires aux conditions du marché pour réaliser les nationalisations, de même que Morales. Ce n'était pas le cas d'Allende au Chili. Cela est dû à un contexte international défavorable et offensif.

Sur l'impérialisme : les redéfinitions sont nécessaires, mais un gamin de Gaza le fera mieux que moi. En Amérique latine, le contrôle de l'économie est une facette importante de cet impérialisme.

Sur l'idée de « prendre le pouvoir et ne pas se faire prendre par le pouvoir » : c'est un problème réel, historique, celui de l'« institutionnalisation et bureaucratisation des partis » qui est toujours d'actualité sur le continent. L'étude du parti des travailleurs brésiliens témoigne de ce mouvement tant concernant les directions nationales que locales, induisant une modification de l'horizon politique. En fait, il y a un problème de cooptation qui ne concerne pas uniquement les partis de gauche, comme le PT qui gère le néolibéralisme. En Argentine, le discours est aussi progressiste et des relations clientélistes sont entretenues avec le mouvement social pour le désamorcer. D'où la question cruciale pour moi des assemblées constituantes : avancer en transformant les institutions.

Sur la lutte armée : concernant la Colombie, il y a un débat sur ce que sont les FARC partout en Amérique latine. A chaque fois qu'une guérilla a voulu repasser à la vie civile, cela s'est traduit par des massacres. D'où le maintien en Colombie d'une lutte armée, alors qu'elle a disparu ailleurs.

R. Herrera :

L'Amérique latine nous apprend que l'union fait la force : l'union des gauches peut faire tomber la droite. Il existe DES gauches et non pas une seule, qui ont fait des choix et construisent des formes de lutte différentes.

Il y a en France un résidu de colonialisme qui la conduit à donner des leçons à Cuba, seul pays à garantir le droit à la vie à ses enfants. Ne pas mourir de faim est le premier des droits fondamentaux, sans lequel la liberté d'expression est vide. B. Obama, après son élection, a lui expliqué que pour satisfaire la finance, il ne pourrait pas accorder la sécurité sociale aux Américains. Quant aux « élites », en France, la liberté d'expression des chercheurs est aussi limitée : personne ne bouge par crainte d'être « cassé », et tout commence durant les études déjà. La pression est tant institutionnelle que financière.

Le MAS : en Bolivie, le pouvoir est très fragile. Le processus révolutionnaire est le plus profond et le plus enraciné, le plus large en terme de direction et en même temps le plus fragile à cause d'une partie du commandement de l'armée qui reste entre les mains d'un néo-fasciste.

Sur le pouvoir économique : qui fixe le taux d'intérêt ? Jean-Claude Trichet en Europe ? Bien sûr que non : ce sont les oligopoles financiers, d'où l'absence de marges de manœuvre du politique. Le pouvoir de la haute finance est dominant. Le concept d'impérialisme doit être redéfini, aujourd'hui, dans le cadre de l'expansion du capitalisme selon une stratégie (dite "néolibérale") de la haute finance, principalement états-unienne, c'est-à-dire des grands oligopoles financiers propriétaires du capital mondialement dominant. Le problème n'est pas la forme du capitalisme, mais le capitalisme lui-même, et avec lui, son autre facette, l'impérialisme.

Sur la Chine : le gouvernement continue de se revendiquer du socialisme. Et des éléments demeurent spécifiques : la propriété de la terre n'est pas privée, ce qui est non fondamental, car le droit d'accès à la terre de tous les paysans doit être reconnu et garanti, même si le reste ressemble plus à du capitalisme. La question est complexe.

Enfin concernant les luttes armées : le rôle des armées diverge. Concernant le Venezuela, Chavez a pu s'appuyer dessus après un rajeunissement énorme, car elle est très métissée et populaire, ce qui n'est pas le cas partout. La question fondamentale sur ce sujet est néanmoins de nature philosophique : peut-on user de la violence pour défendre quelque chose, par exemple, pour que le peuple se défende face au fascisme, qu'il choisisse de prendre les armes contre le fascisme. C'est ce qu'on fait les résistants sous l'occupation nazie, n'est-ce pas ? Et la révolution française, fallait-il ne pas la faire ? Fallait-il ne pas abolir les privilèges ? C'est fondamental pour comprendre ce qui se passe là bas. Et la réponse est oui. Au Mexique, lors de la campagne électorale, Otra campana a tenté non pas de chercher des votes mais de réaliser l'union des opprimés, paysans et ouvriers. C'est important même si ce n'est pas idéal, et cela traduit l'existence d'autres formes de lutte des gauches.

[1] Des ONG financées par les Etats-Unis influencent les mouvements sociaux sous prétexte du développement de la société civile et de la promotion de la démocratie : c'est clair avec le mouvement étudiant au Venezuela, mais aussi dans la zone amazonienne en Equateur dans les mouvements indigènes.

[2] Sachant que les gauches au gouvernement ne sont pas forcément au pouvoir, en raison du maintien de la puissance de la droite sur des pans entiers de l'économie, de l'administration voire des institutions.